

Canevas de réponses proposé pour les cahiers de doléances

1) Écouter la parole Citoyenne et la prendre en compte à tous moments.

83% des Alsaciens demandent, avec force et conviction, que l'Alsace sorte du Grand Est.

2) Rapprocher les organes de décision de la citoyenne et du citoyen.

Que l'État respecte les particularités des territoires (histoire, culture, géographique, particularités sociales tels le droit local, le Régime local d'Assurance Maladie, bassins de vie, etc.) et décentralise les centres de décisions et les services publics de proximité (établissements de santé, guichets fiscaux, poste, etc.).

3) Obtenir une région Alsace avec des compétences réelles et fortes, avec la possibilité de les financer.

Accélérer la révision de la loi Notre, qui a artificiellement partagé la France en régions incohérentes et ingouvernables, pour redonner du sens et un avenir aux territoires naturels et historiques. Il en découlera d'importantes économies financières, de temps, de trajets, d'énergie, et contribuerait fortement à la politique de transport et de lutte en faveur du climat. (compétences régionales, départementales et autres transférées par l'État, impliquant la sortie du Grand Est, accompagnées d'une redistribution du produit de l'impôt)

4) Exiger un fonctionnement démocratique de l'État pour que l'Alsace redevienne une région à part entière dotée de pouvoirs fiscaux et politiques élargis :

- consultation de la population par voie référendaire sur des sujets d'intérêts régionaux, tels que l'aménagement du territoire, l'architecture, l'artificialisation des sols, l'environnement ...*
- écotaxe sur les camions en transit, —qui traversent l'Alsace (en Allemagne ils sont taxés),*
- mesures spécifiques concernant la lutte contre le chômage et la désertification économique et démographique des vallées vosgiennes alsaciennes.*
- possibilité de référendum pour la sortie du Grand Est, se diriger vers une démocratie de consensus, révision du code électoral....)*

5) Sortir impérativement du Grand Est pour retrouver cette proximité entre citoyens et citoyennes d'Alsace et leurs organes de Décision.

Donner à la Région Alsace un authentique pouvoir de négocier et signer, avec ses voisins, des accords de coopération transfrontalière, dans les domaines de l'enseignement, de la formation, de la culture, des relations économiques, énergétiques, écologiques, etc., sans soumission tutélaire étatique.